

FABRIK' EUROPE

**3 JUIN
2016**

« Forum des initiatives
européennes en
Gironde pour lutter
contre la pauvreté et
promouvoir une
croissance inclusive »

HÔTEL DU DÉPARTEMENT



Ce forum est cofinancé par le
Fonds social européen dans
le cadre du programme
opérationnel national «
Emploi et Inclusion »
2014-2020
UNION EUROPÉENNE

L'ÉDITO DU PRÉSIDENT



Jean-Luc GLEYZE

*Président du Conseil
Départemental de la
Gironde*

A stylized, handwritten signature in black ink, appearing to read 'JLG'.

Devant les difficultés rencontrées par nos concitoyens, l'Europe et la Gironde font le choix d'une action quotidienne de proximité. Les défis sont grands pour la lutte contre la pauvreté, pour favoriser l'insertion des personnes éloignées de l'emploi.

En Gironde, les zones de précarité, leurs particularités et problématiques sont connues, et nous nous attachons à fournir un accompagnement adapté. Notre vigilance se porte en particulier sur les territoires les plus sensibles, parmi lesquelles le couloir de pauvreté. On observe, en plus d'un nombre croissant de Girondins en situation de pauvreté, une tendance à la complexification des situations de chacune et chacun.

Face à cette urgence sociale, nous devons amplifier nos efforts. L'expérience du terrain nous apprend que les difficultés s'accumulent et sont souvent étroitement liées entre elles : emploi, habitation, santé, mobilité, éducation... Notre action aux côtés des familles doit donc être globale, collective et adaptée.

C'est pourquoi la Gironde et l'Europe construisent ensemble de grands projets pour une croissance inclusive. Ces projets capitaux, permis notamment par l'aide du Fonds social européen, nous incitent à l'action de proximité, avec les entreprises locales notamment, pour assurer une insertion, un retour à l'emploi, et l'installation de parcours durables pour les Girondins.

Une attention particulière doit également être portée aux jeunes générations, et à leur insertion sur le marché de l'emploi. Trop tôt condamnés au décrochage, les jeunes doivent pouvoir trouver appui et soutien dans la réalisation de leurs projets. C'est l'objectif par exemple de la Garantie Européenne pour l'emploi des jeunes.

Je suis heureux de tous vous accueillir aujourd'hui en Gironde pour la première édition de Fabrik'Europe. Grâce à la contribution, aux échanges, aux partages d'expériences, tous les partenaires se mobilisent et tracent les lignes d'action pour que la Gironde lutte activement contre la pauvreté et pour l'insertion de toutes et tous.

Ne perdons jamais de vue l'égalité des chances, l'importance de l'accompagnement social et de la justice. Ce sont les valeurs cardinales de notre action, les objectifs de la construction européenne, et de l'action de proximité.

Je vous souhaite à toutes et tous une très belle journée, aux couleurs de l'Europe et de la Gironde !

INTRO- DUCTION



Depuis huit ans, les politiques de solidarité du Département s'inscrivent dans un contexte inédit de crise économique et sociale majeure, de réforme territoriale et de résorption des déficits publics.

Les constats sont préoccupants : une proportion de plus en plus importante de Girondins vit au dessous du seuil de pauvreté monétaire (1/8 des Girondins).

Si l'emploi reste le meilleur rempart contre la pauvreté, on constate un développement de la pauvreté laborieuse, qui appelle une vigilance de tous.

L'allongement de la durée du chômage accroît, elle aussi, l'exposition à la pauvreté.

Nous devons inventer, collectivement, un nouveau modèle de retour au plein emploi qui permette de lutter contre le chômage de longue durée et d'endiguer la pauvreté.

Pour cela, le Conseil départemental a fait le choix de co-construire ses politiques d'insertion. Le travail collaboratif engagé en 2014, a permis l'adoption le 2 janvier 2015 du Pacte territorial d'insertion avec les acteurs impliqués dans l'accès et le retour à l'emploi des publics en difficulté d'insertion. Gironde 2033 et les conseils des territoires permettent d'échanger autour des initiatives locales à impulser à travers les pactes territoriaux à venir.

La stratégie 2020 conçue par l'Union Européenne, prônant une croissance intelligente, durable et inclusive alimente les projets locaux de solidarité humaine et territoriale. Elle impulse la recherche de performance et d'innovation sociale. Elle vise à corriger les déséquilibres structurels du marché du travail français et à faire face aux conséquences de difficultés sociales accrues, engendrées par la crise. Plus particulièrement, le FSE et l'IEJ sont des outils pour préparer l'avenir, en insistant sur les points de fragilité autour desquels l'intervention est construite, ceci dans l'objectif de permettre l'accès et le retour à l'emploi des demandeurs d'emploi, des jeunes et des inactifs.

Cet événement est l'occasion de donner un aperçu et d'échanger avec vous sur ces actions portées par des acteurs toujours très impliqués dans le portage des projets européens.

Jean-Marie DARMIAN

*Vice-président chargé
des finances et fonds
européens*

*Conseiller départemental
du Canton de Créon*

VICE-PRÉSIDENTS ET CONSEILLERS DÉLÉGUÉS INVESTIS DANS LA CROISSANCE INCLUSIVE ET LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ :



Denise GRESLARD NEDELEC
Vice-Présidente chargée de l'insertion
Conseillère départementale, Canton Talence



Martine JARDINE
Vice-Présidente chargée de l'habitat, logement
et développement social
Conseillère départementale, Canton Villenave
d'Ornon



Clara AZEVEDO
Présidente de la commission Jeunesse
Conseillère départementale déléguée pour
l'égalité femmes hommes, canton de Bordeaux I



Mathieu ROUYEYRE
Vice-Président chargé de la citoyenneté,
relations avec les usagers, communication et
accès numérique
Conseiller départemental, Canton Bordeaux I



Jacques RESPAUD
Conseiller « Europe et Coopération
décentralisée »
Conseiller départemental, Canton Bordeaux V



Isabelle DEXPERT
Vice-Présidente chargée de la jeunesse, culture,
sport et vie associative
Conseillère départementale, Canton Sud-
Gironde



Sébastien SAINT-PASTEUR
Conseiller départemental délégué à l'économie
sociale et solidaire et à l'innovation sociale
Conseiller départemental, Canton Pessac II



Anne-Laure FABRE-NADLER
Vice-présidente chargée des Mobilités
Conseillère départementale, Canton Créon

PROGRAMME

FABRIK'EUROPE

3 JUIN HÔTEL DU DÉPARTEMENT

9h 9h30	9h30 12h30	12h30 13h30
------------	---------------	----------------

<p>Accueil des participants</p> <p>Café Émargements Distribution des documents</p>	<p>Conférence</p> <p>« Lutter contre la pauvreté en favorisant une croissance inclusive avec l'Europe »</p> <p>Animée par Pierre WINICKI, Président de l'Institut Confiances</p> <ul style="list-style-type: none"> • Accueil, Jean-Marie DARMIAN, vice président en charge des finances et de la coopération européenne • Intervention, Denise GRESLARD NEDELEC, vice présidente en charge de l'insertion • Guillaume BALAS, parlementaire européen et membre de la commission emploi et affaires sociales Quelles politiques de l'Europe pour lutter contre le chômage et favoriser une croissance économique inclusive? • Anne FRETTEL, économiste, maître de conférences en sciences économiques et chercheure au Clersé Comment peut-on repenser les modalités d'accompagnement pour favoriser les publics "en difficulté" ? 	<p>Buffet - Réseautage</p>
---	--	---

13h30
14h30

14h45
15h45

16h
16h30

Espaces FABRIK et Espaces en Actes

FABRIK'EMPLOI

ATELIER 1 /

PARCOURS INTÉGRÉS D'ACCÈS À L'EMPLOI

- Denise GRESLARD NEDELEC (vice présidente et conseillère départementale – Pacte Territorial d'Insertion)
- Laurence BELGHITI (Pôle Emploi - Opération IEJ)
- Marina COSSET (Directrice du PLIE des Hauts de Garonne - Parcours intégrés PLIE)
- Nicolas PIATTI (Chef de projet emploi du Conseil Départemental -PLAteforme de Coopération de l'Emploi culturel PLACE)

ATELIER 4 /

MOBILISATION DES ENTREPRISES

- Florence MENDIBOURE-BORDAS (ARI- L'emploi d'Abord)
- Olivier FOSHIA (TRANSFER- D2C)
- Hervé MINVIELLE (DPII-Clause Sociale)
- Patrick JANNING (Gérant AXEO Services)
- Sigrid MONNIER (Directrice Générale Gironde Habitat)

ATELIER 5 /

ACTIONS SOCIALES ET DE SOLIDARITÉ

- Martine JARDINE (Vice Présidente, Conseillère départementale)
- Angelina SERRA (Foyer Fraternel Formation de base)
- Aurore DUPRAT (AFAD- Approche Emploi)

Restitution et conclusion du séminaire par l'animateur.

FABRIK'AVENIR

ATELIER 2 /

L'EMPLOI DES JEUNES, UNE PRIORITÉ POUR L'EUROPE

- Clara AZEVEDO (Conseillère départementale – Projets IEJ – ERASMUS+)
- Jacques RESPAUD (Conseiller départemental délégué Europe et coopération décentralisée)
- Maryannick RIDOUX (Habitat Jeunes en Pays Libournais - De l'exclusion à l'inclusion sociale par le logement)

ATELIER 6 /

LA MOBILITÉ GÉOGRAPHIQUE – UN ENJEU PRIORITAIRE POUR RÉDUIRE LES INÉGALITÉS EN GIRONDE

- Anne-Laure FABRE-NADLER (Vice-présidente chargée des Mobilités - Conseillère départementale)
- Lydia BELLANGER (Alter&GO Conseil - Plateforme mobilité)
- Julie CATHALA (WIMOOV - Plateforme mobilité)

FABRIK'PERFORMANCE

ATELIER 3 /

FAIRE UNE DEMANDE DE SUBVENTION FSE – MODE D'EMPLOI

- Antoine MATHIEU (Conseil Régional ALPC)
- Caroline LEYRIT (DIRECCTE)

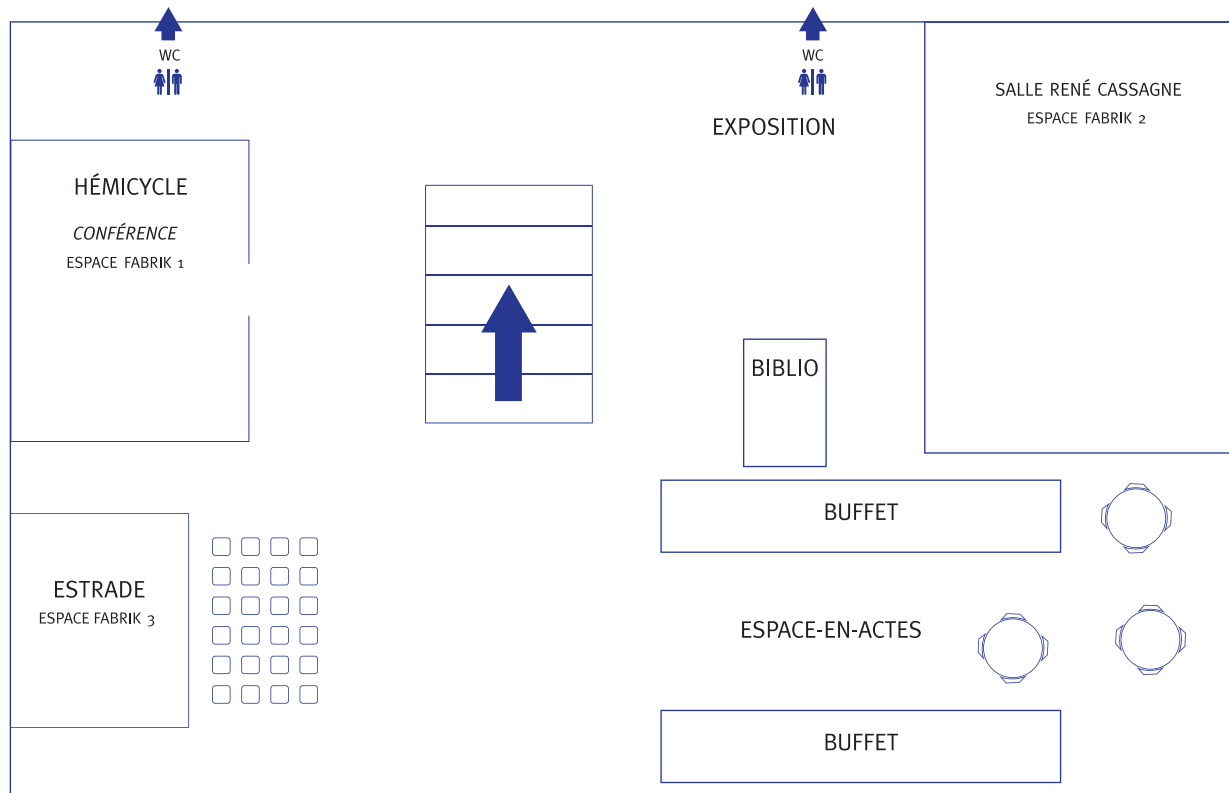
ATELIER 7 /

SIMPLIFICATION ET EVALUATION: 2 DÉFIS POUR L'EUROPE

- Jean-Marie DARMIAN (Vice président, conseiller départemental – Les enjeux de l'évaluation)
- Christophe MOREUX (AFCCRE – Simplification et cadre de performance)
- Laurent CAILLAUD (Conseil Régional ALPC – Evaluation nationale IEJ)
- Marion VIALLETES (DIRECCTE)

PLAN

1^{ER} ÉTAGE



Des Espaces à FABRIK': les participants pourront y échanger leurs idées sur des thématiques en lien avec les grands enjeux en matière de lutte contre la pauvreté pour commencer à construire ensemble les solutions et les actions de demain.

L'espace « En-Actes » : vous pourrez vous restaurer, réseauter et échanger sur les différents thèmes de la journée, rencontrer les porteurs de projets,...

L'espace Biblio : vous trouverez à votre disposition des documents, livres, ... sur les différents thèmes abordés lors de ce forum et sur les différents projets présentés.

QUELLES POLITIQUES DE L'EUROPE POUR LUTTER CONTRE LA PAUVRETÉ ?

EN GIRONDE

Créé en 1957 avec les traités de Rome, le **fonds social européen (FSE)** aide les Etats membres à prévenir la sortie du marché du travail et à encourager la formation afin que les travailleurs et les entreprises européennes soient mieux armés face aux nouveaux défis mondiaux. Il est le principal instrument financier contribuant à la lutte contre la pauvreté en permettant aux européens d'acquérir de nouvelles compétences et d'accéder à l'emploi.

Suite à **l'année européenne contre la pauvreté et l'exclusion sociale en 2010**, les Etats membres, à l'initiative de la Commission européenne, ont fait le choix de poursuivre leurs efforts en formalisant, dans le cadre de la **stratégie 2020**, l'objectif ambitieux de sortir 20 millions de personnes de la pauvreté et de l'exclusion sociale.

L'enveloppe totale de FSE attribuée à la France pour 2014-2020 s'élève à 6 milliards d'euros (sur un total de 81 milliards d'euros au niveau européen), parmi lesquels 20% devront être dédiés à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion, conformément à la priorité définie dans la Stratégie 2020.

Chaque projet financé avec cette dotation doit concourir à améliorer l'égalité femmes-hommes et à préserver l'environnement.

En 2014, les taux de chômage et de pauvreté des jeunes ayant atteint des niveaux particulièrement préoccupants en France, l'Union Européenne, a débloqué une aide d'urgence pour les régions les plus touchées, **l'Initiative pour l'Emploi des Jeunes**.

Entre 2014 et 2020, **90 millions d'euros de fonds européens** (FSE et IEJ) financeront des projets permettant aux Girondins d'accéder à l'emploi.

La gestion du FSE est assurée par plusieurs acteurs, autorité de gestion ou organisme intermédiaire : le Conseil Régional, l'Etat, les Départements, les PLIE,

Le **Conseil Régional**, devenu Grande Région Aquitaine Limousin Poitou-Charentes, met en œuvre le programme opérationnel régional FEDER-FSE pour l'Aquitaine.

En Gironde, on estime que **40 millions d'euros** seront déployés au titre de la formation, de la création d'activité, de l'économie sociale et solidaire, dont **9 millions** pour les jeunes.

L'Etat gère dans le cadre des programmes opérationnels nationaux « FSE Emploi & Inclusion » et « Initiative pour l'emploi des Jeunes » un budget de 50 millions d'euros axé sur l'accompagnement vers l'emploi, l'anticipation des mutations économiques et la lutte contre la pauvreté.

Dans ce cadre, le **Département et les Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi** sont dotés de **26,2 millions d'euros** au bénéfice de projets destinés aux personnes très éloignées de l'emploi.

En tant qu'organisme intermédiaire le Conseil départemental gère une enveloppe de 10,7 millions d'euros de Fonds Social Européen.

Les opérations ainsi mises en œuvre, contribuent à promouvoir la stratégie d'inclusion active, l'égalité des chances, la participation active et une meilleure aptitude à l'emploi.

Elles devront permettre d'augmenter le nombre de parcours intégrés en appréhendant les difficultés de manière globale et le nombre des employeurs mobilisés dans les parcours d'insertion.



LES INTER - VENANTS

GUILLAUME BALAS

Parlementaire européen et membre de la commission emploi et affaires sociales



Professeur d'histoire en banlieue depuis 17 ans, investi politiquement en Lorraine puis en Ile-de-France, Guillaume BALAS a été élu conseiller régional d'Ile-de-France au sein du groupe socialiste qu'il présidait jusqu'en 2014. Lors des élections européennes en mai 2014, il a été élu député européen de la circonscription Ile-de-France et des Français établis hors de France. Membre suppléant de la Commission Environnement et membre titulaire de la Commission Emploi et Affaires sociales, il est actuellement en charge d'un rapport d'initiative relatif à la lutte contre le dumping social dans l'Union européenne.

Guillaume BALAS veut sortir de « l'asymétrie » entre libertés économiques et droits des salariés.



Parlement européen

PIERRE WINICKI

Animateur - Président de Pierre Winicki Conseil, Président de l'Institut Coniances



L'ensemble du parcours de Pierre Winicki a été bâti autour d'une constante, la recherche de solutions pragmatiques pour instaurer la confiance. Convaincu de la nécessité urgente de placer la question de la confiance au centre du débat public et sociétal, Pierre Winicki décide, fin 2011, de créer, sous forme associative, le think tank Institut Coniances. Sa vocation est de contribuer, collectivement, à restaurer la confiance entre politiques, administrations, acteurs économiques et financiers, experts et scientifiques, syndicats, médias et citoyens. Il est diplômé de l'Epsci (Groupe ESSEC), a étudié à New York University (NYU) et est également chevalier de l'Ordre National du Mérite.

Ses publications :

- 19 novembre 2013 : Un Cahier de 4 pages « Reconstruire la confiance » - Le Monde - Auteur du livre « Réussir une réforme publique : surmonter ces peurs et croyances qui bloquent le changement » (éditions Dunod, 2007)

ANNE FRETTEL

Économiste, maître de conférences en sciences économiques et chercheuse au Clersé.



Maître de conférences à l'Université Lille 1, chercheuse au Clersé (UMR 8019, CNRS) et associée à l'IRES. Ses domaines de spécialité sont l'histoire des idées en économie sociale et l'économie du travail et de l'emploi. Ses derniers travaux portent sur la question de l'accompagnement et des formes d'intermédiation opérés par les acteurs du SPE (service public de l'emploi).

Ses publications récentes:

- 2015 « Diversité et dynamiques des intermédiaires du marché du travail », Rapport dans le cadre de la convention de subvention entre Pôle emploi et le Centre d'études de l'emploi, avec Fondeur Y., Pillon J.-M., Tuchsirer C., Remillon D et Vivés C., décembre - 2014 « Emplois vacants : la faute aux chômeurs ? », Chroniques d'économie politique, Les Nouvelles d'Archimède, n° 65, p. 20-21

EMPLOI PARCOURS INTÉGRÉS D'ACCÈS À L'EMPLOI

- Comment réduire le nombre de personnes exposées à la pauvreté ?
- Quelles sont les conditions de changement pour régler les problèmes de chômage et de pauvreté ?
- Comment instaurer un véritable droit au parcours ?
- Comment permettre à chacun de s'insérer tout en développant ses talents et son employabilité ?

TROIS DISPOSITIFS MAJEURS : PACTE, PROTOCOLE, PLAN ...

ATELIER 1/

Le Pacte Territorial d'Insertion :

Le Département de la Gironde a adopté le 5 janvier 2015 le Pacte Territorial d'Insertion qui constitue la feuille de route pour les 3 années à venir de ses politiques de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale. Il répond à trois objectifs fondamentaux :

- Garantir aux personnes en situation de précarité un accès aux droits fondamentaux, assurant un filet de sécurité
- Aider les personnes les plus vulnérables dans leur insertion socioprofessionnelle
- Renouveler les modes de gouvernance

Plusieurs actions sont déjà opérationnelles et seront développées sur les trois prochaines années.

L'Accompagnement Global :

L'Assemblée des départements de France, la Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle, et Pôle emploi ont signé le 1er avril 2014, un protocole national portant sur une « approche globale de l'accompagnement des demandeurs d'emploi les plus fragilisés ». Cette nouvelle approche vise à faciliter la prise en charge des difficultés sociales et professionnelles et favoriser l'accès à l'emploi des demandeurs d'emploi confrontés à des freins sociaux et/ou en situation de précarité.

Les Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) :

Fondé sur la base de diagnostic de territoires partagés à l'initiative des communes et des Etablissements Publics de Coopération Intercommunales, les Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi sont des outils des politiques territoriales de l'emploi. Ce sont des plates-formes partenariales au sein desquelles se coordonnent les programmes et les actions en matière d'emploi sur les territoires avec l'objectif d'accès à l'emploi durable de personnes exclues du monde du travail. Pour cela, les PLIE proposent un accompagnement individualisé et renforcé des publics. Cet accompagnement s'inscrit dans la durée et dans la prise en compte globale de la personne et est assuré par des référents de parcours individualisés.

DES ACTIONS DONT VOICI UN EXEMPLE...

Créé à l'initiative du Département, la « **PLAteforme de Coopération de l'Emploi culturel (PLACE)** » propose une opération intégrée à destination des professionnels des métiers de l'art, de la culture et de la création, cumulant des difficultés d'insertion socioprofessionnelle générant une précarité chronique.

Plusieurs pôles constituent la PLACE, qui forme un écosystème de contributeurs qui interagissent sur les problématiques de parcours d'insertion de 180 personnes. Chaque accompagnement est d'une durée maximale de 12 mois comprenant 4 paliers d'accompagnement : définition d'un diagnostic partagé, définition des objectifs et de moyens à l'issue d'une phase d'accompagnement collectif, accompagnement de la mise en œuvre du projet professionnel par le tutorat et les aides financières, bilan global de l'action faisant apparaître les impacts de l'accompagnement sur la situation professionnelle et sociale des participants.

INTERVENANTS :

Denise **GRESLARD NEDELEC**
Conseillère départementale du
canton de Talence
Vice-présidente
Pacte Territorial d'Insertion
d.greslardnedelec@gironde.fr
+33 (0)5 56 99 33 33
www.gironde.fr

Laurence **BELGHITI-ALAOUI**
Directrice territoriale déléguée
Pôle Emploi
Accompagnement Global
laurence.belghiti@pole-emploi.fr

Marina **COSSET**
Directrice du PLIE des Hauts
de Garonne
Parcours intégrés PLIE
m.cosset.plie.hdg@orange.fr
+33 (0)5 57 77 80 53
www.pliehautsdegaronne.org

Nicolas **PIATTI**
Chef de projet emploi
culturel du Conseil
Départemental
PLACE
n.piatti@gironde.fr
+33 (0)5 56 99 33 33
www.gironde.fr

EMPLOI MOBILISATION DES ENTREPRISES

- Quelles méthodes de mobilisation des entreprises, pour quelle efficacité ?
- Responsabilité sociale des entreprises, comment la favoriser ? Faut-il changer de méthode ?
- Comment élargir le marché du travail et la qualité des emplois disponibles pour les demandeurs d'emplois exposés au risque de pauvreté ?

DES ACTIONS DONT VOICI DES EXEMPLES...

ATELIER 4/

« L'Emploi d'Abord ! » :

Les personnes ayant des troubles psychiques accèdent peu à l'emploi (on estime que 40% seulement ont une activité professionnelle, milieu protégé compris).

« L'emploi d'abord ! » est une expérimentation née à l'initiative de l'AGEFIPH afin de faire évoluer ces états de fait. Elle a démarré début 2015. Elle propose de tester une méthode d'insertion professionnelle inspirée de différents modèles « d'emploi accompagné » pour des personnes ayant des troubles psychiques. Parmi les principes, le projet vise à :

- mettre en relation les candidats et les employeurs en favorisant, autant que possible, la rencontre autour du poste de travail
- proposer un accompagnement à l'intégration et au maintien en emploi, dans l'idée d'aborder la question de l'intégration d'une personne handicapée sous l'angle du collectif de travail et en promouvant l'outil du tutorat.

D2C Gironde - Transition professionnelle et territoires :

L'association Transfer en partenariat avec le Département a mis en place une opération qui combine une action de médiation active entre les personnes éloignées du marché du travail et les TPE/PME locales et une action de soutien à la structuration RH de ces mêmes entreprises. Une large gamme de services leur est proposée : diagnostics RH, groupes de travail territoriaux interentreprises et appui à leurs projets de recrutement et d'intégration de nouveaux collaborateurs. Les entreprises font ainsi l'expérience d'un conseil en ressources humaines de proximité, qui interroge simultanément leurs pratiques de recrutement : définition du besoin par analyse de la situation de travail, mise en relation du candidat sur le poste et sans CV, construction et animation d'un plan d'intégration durant les premiers mois de la prise de fonction. Les opportunités d'emplois négociées et les réseaux d'entreprises constitués au fil du temps permettent en retour de dispenser un service d'accès et de maintien dans l'emploi efficace pour les habitants en situation de précarité, complémentaire à celui des institutions en place.

Clause sociale dans les marchés publics :

Depuis 1993, les clauses sociales constituent un formidable levier pour promouvoir l'insertion des publics en difficulté car elles permettent à des personnes en difficulté de s'engager dans un parcours d'insertion durable, via notamment la mise en situation de travail. Elles permettent aux collectivités de respecter les obligations relatives aux achats de biens et de services, qui depuis 2006, doivent prendre en compte des objectifs du développement durable. Le Conseil Départemental de la Gironde a mis en place depuis 2010, une équipe de 4 agents en charge de développer la clause sociale. C'est 100 000 heures de travail en moyenne par an qui sont proposées aux personnes en difficulté dans le cadre des marchés conclus par le Département de la Gironde et environ 1 500 personnes qui ont été accompagnées depuis le début.

La Conseil Départemental souhaite promouvoir auprès des acheteurs publics le recours à l'article 28 du décret d'application n°2016-360 du 25 mars 2016 et ainsi développer les marchés d'insertion. Pour se faire, le Fonds Social Européen finance à hauteur de 50% les chantiers d'insertion mis en œuvre. L'équipe dédiée à la clause sociale du Département est disponible pour assister les collectivités volontaires dans le montage du marché public.

INTERVENANTS :

Florence MENDIBOURE-BORDAS

Coordinatrice L'emploi d'Abord - ARI
f.mendiboure-bordas@ari-accompagnement.fr
+33 (0)5 56 57 51 39

Olivier FOSCHIA

Responsable partenariats
TRANSFER – D2C Gironde
olivierfoschia@transferiod.com
+33 (0)5 56 48 63 63
www.transfer-iod.org

Patrick JANNING

Gérant AXEO Services
pjanning@axeoservices.fr
+33 (0)5 56 49 02 12
www.axeoservices.fr

Hervé MINVIELLE

Chef du service
Insertion et dispositif
RSA - DPII
h.minvielle@gironde.fr
+33 (0)5 56 99 33 33

Sigrid MONNIER

Directrice Générale
Gironde Habitat
s.monnier@gironde-habitat.fr
+33 (0)5 57 59 27 58

EMPLOI ACTIONS SOCIALES ET DE SOLIDARITÉ

- Comment réduire les inégalités et prévenir les ruptures ?
- Comment coordonner l'action sociale et les actions d'insertion professionnelle ?
- Comment mieux lutter contre le cumul des difficultés ?

ATELIER 5/

Épicerie Sociale et Solidaire :

Le principe des épiceries solidaires est de lutter contre l'exclusion sans favoriser l'assistanat, de respecter la liberté des personnes et de promouvoir leur insertion durable.

Ces structures proposent en libre-service des produits de consommation courante à des personnes en situation de précarité, contre une participation financière de 10 à 30% du prix usuel.

Le Département a inscrit dans la subvention globale FSE 2014-2017, un projet de déploiement d'épicerie sociale et solidaire dans les territoires ruraux. Cette action, qui est complémentaire du soutien global accordé aux épiceries sociales et solidaires dans le cadre du Plan départemental pour l'Egalité et l'accès au droit, s'adresse spécifiquement aux territoires ruraux sur lesquels on note un important déficit de telles structures, en particulier dans le « couloir de la pauvreté » décrit par l'INSEE.

Centres sociaux et d'animation :

Au-delà des besoins fondamentaux, tels que se nourrir, se soigner, se loger, la question de la gestion du quotidien devient un préalable à toute démarche de recherche d'emploi.

L'extrême fragilité d'une partie de ce public est aujourd'hui renforcée par la dégradation de ses conditions de vie. La complexité de son environnement, les démarches à accomplir pour l'acquisition des droits ou leur maintien, peuvent progressivement amenuiser toute capacité d'action et rendre difficile la mise en œuvre de tout processus d'insertion socioprofessionnelle.

Certains centres sociaux et d'animation proposent aux habitants des actions d'accompagnement pour l'acquisition de compétences de base, accès aux droits, TIC, ... Ces opérations visent à articuler dans le cadre d'un accompagnement intégré plusieurs types d'actions : apprentissage de la langue, de la lecture, de l'écriture, du calcul, formation pré qualifiante, accès à l'autonomie dans les déplacements, usages des nouvelles technologies d'information et de communication, accès aux droits, ateliers thématiques : culturels, sports, recherche d'emploi ...

AFAD :

Approche Emploi propose un accompagnement effectué au domicile des personnes, par des Techniciens de l'Intervention Sociale et Familiale. Cet accompagnement global destiné à des allocataires du RSA très isolés, a pour objectif de les préparer à l'entrée en formation ou en emploi, en les soutenant dans leurs démarches autour de la vie quotidienne (administration, budget, transport,...), les recherches de garde d'enfants, les accompagnements médicaux et l'insertion professionnelle (groupe de parole à thème).

INTERVENANTES :

Martine **JARDINE**
Conseillère départementale
du canton Villenave d'Ornon
Vice présidente
m.jardine@girond.fr
+33 (0)5 56 99 33 33
www.girond.fr

Angelina **SERRA**
Responsable Pédagogique
Foyer Fraternel Centre Social
foyer-frat33@wanadoo.fr
+33 (0)5 57 87 13 92
www.centresocial-foyerfraternel.fr

Aurore **DUPRAT**
Chargée de mission développement
local - AFAD
Approche Emploi
contact@afadgirond.fr
+33 (0)5 56 50 00 57
www.afadgirond.fr

LE FONDS SOCIAL EUROPÉEN



UNE AIDE AU CHANGEMENT

Un investissement dans votre avenir



<http://ec.europa.eu/esf>



AVENIR L'EMPLOI DES JEUNES, UNE PRIORITÉ POUR L'EUROPE

- Quels dispositifs mettre en place pour régler le problème du chômage des jeunes ?
- Comment les soutenir dans le démarrage de leur vie active ?
- Quelles sont la place et les opportunités des jeunes vis-à-vis de l'Europe ?

DES ACTIONS, DONT VOICI DES EXEMPLES...

ATELIER 2/

Service civique :

Le service civique, c'est devenir volontaire, de 16 à 25 ans dans une collectivité ou une association, au minimum 24h par semaine pendant 6 mois jusqu'à 30h pendant 12 mois. Le volontaire est indemnisé par mois de 467,34 par l'Etat et environ 106,31 par la structure accueillante. Il intervient dans un des neuf domaines d'interventions reconnus prioritaires pour la Nation.

Le but est d'apporter au volontaire la découverte d'une profession, de l'expérience, un accompagnement dans la réalisation de son projet futur, de la maturité,...

L'agence service civique octroie des agréments à des structures accompagnatrices telles que, Unis-Cité, la CPCV Aquitaine, la Ligue de l'Enseignement,.....Les collectivités intéressées pour prendre un volontaire peuvent contacter ses structures.

Le Département a fait le choix de proposer des actions innovantes d'insertion sociale et professionnelle avec 6 opérations de service civique en milieu rural répondant ainsi à l'axe stratégique 2 de l'Initiative pour l'Emploi des jeunes.

ERASMUS + :

Le nouveau programme de l'UE pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport pour la période 2014-2020, vise à renforcer les compétences et l'employabilité, ainsi qu'à moderniser l'éducation, la formation et le travail des jeunes. Les porteurs de projets peuvent être des jeunes, volontaires, associations, collectivités, clubs, fédérations sportives, ONG, entreprises,...

En cohérence avec ses politiques en faveur de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes, le Département de la Gironde donne l'opportunité à 120 collégiens de 3ème, scolarisés en classes de Section d'Enseignement Général et Professionnel Adapté (SEGPA), de bénéficier d'une mobilité professionnelle à l'étranger dans le cadre du programme européen ERASMUS+, en collaboration avec les huit collèges impliqués. Ce projet leur donne la possibilité de découvrir des pratiques professionnelles différentes au sein d'autres pays européens.

Accompagnement par les Foyers Jeunes Travailleurs :

Pour les jeunes en CDD ou CDI, apprenti, en formation professionnelle, en stage, demandeur d'emploi, bénéficiaire de minima sociaux, étudiant, entre 16 et 30 ans. Logement temporaire (d'un mois à deux ans) proposés par les foyers pour jeunes travailleurs (FJT) et les comités locaux pour le logement autonome des jeunes (CLLAJ). Chambres ou appartements en location, colocation, sous location. Des espaces communs et divers services (micro média, animations sportives...). Accompagnement individualisé et/ou collectif pour les démarches. Tous les logements proposés sont agréés pour les APL.

IEJ (Initiative pour l'Emploi des Jeunes) :

L'IEJ a pour but d'apporter une aide supplémentaire aux jeunes de moins de 25 ans vivant dans des régions enregistrant un taux de chômage des jeunes supérieur à 25 % en 2012. Elle vise en particulier les NEET, les jeunes chômeurs de longue durée et ceux qui ne sont pas inscrits en tant que demandeurs d'emploi.

Elle constitue l'une des principales ressources financières de l'UE pour mettre en œuvre les programmes de garantie européenne pour la jeunesse et complète les autres actions entreprises au niveau national, notamment avec l'aide du FSE.

INTERVENANTS :

Clara **AZEVEDO**
Conseillère départementale du canton
Bordeaux 1
Présidente de la commission
Jeunesse - Conseillère
déléguée égalité femmes hommes
c.azevedo@girond.fr
+33 (0)5 56 99 33 33

Jacques **RESPAUD**
Conseiller départemental
délégué Europe et
Coopération décentralisée
j.respaud@girond.fr
+33 (0)5 56 99 33 33
www.girond.fr

Maryannick **RIDOUX**
Directrice Adjointe
Habitat Jeunes en Pays
Libournais
direction@hajpl.com
+33 (0)5 57 25 98 15
www.urhajaquaine.fr

AVENIR LA MOBILITÉ GÉOGRAPHIQUE, UN ENJEU PRIORITAIRE POUR RÉDUIRE LES INÉGALITÉS EN GIRONDE

- La mobilité constitue-t-elle un facteur incontournable d'insertion ?
- La problématique est-elle la même en milieu rural et en milieu urbain ?
- Comment améliorer l'accessibilité des moyens de transport ?

« La mobilité est aujourd'hui une condition fondamentale au processus d'insertion, au même titre que la santé, le logement ou la formation professionnelle. Sans mobilité difficile d'accéder à une vie sociale et professionnelle ... »
Pacte Territorial d'Insertion adopté le 2 janvier 2015

ATELIER 5/

14H45

MOBILITÉ 2030

Mobilité 2030 c'est une démarche participative entre Girondins et acteurs locaux pour la vitalité des entreprises et l'attractivité de notre territoire. L'idée étant de construire un plan d'actions à court, moyen et long terme en associant le plus grand nombre d'acteurs du territoire.

Quatre enjeux majeurs ont été retenus :

- Intégrer la mobilité dans une stratégie de développement durable du territoire
- Mieux répondre à la diversité des besoins
- Diminuer l'impact environnemental des déplacements en réduisant la dépendance à la voiture
- Agir sur les temps de déplacement au service de tous

15H45

PLATEFORMES MOBILITÉ

L'enjeu principal pour l'ensemble des acteurs est aujourd'hui de construire, auprès des publics en insertion, une politique de mobilité transversale, coordonnée, lisible et pérenne.

Le conseil départemental souhaite structurer sa politique mobilité en s'inscrivant dans ce cadre global, afin de permettre aux publics les plus socialement fragiles d'accéder à une mobilité autonome, et améliorer ainsi leur positionnement sur le marché de l'emploi.

Initié en partenariat avec la Métropole et l'association WIMO OV, le Conseil Départemental a souhaité poursuivre l'expérimentation menée sur le territoire de la métropole. Le dispositif d'accompagnement à la mobilité s'articule autour de plateformes mobilité, lieux ressources qui permet de mieux accompagner les publics par une approche individualisée de leur mobilité, afin d'anticiper les problématiques et améliorer leur prise en compte et leur prise en charge. Un plan pluriannuel de développement prévoit le déploiement de 6 plateformes couvrant la totalité de la Gironde. Début 2016, trois plateformes sont opérationnelles et trois sont en cours de gestation.

Ces plateformes sont complétées par une action organisée sous forme de sessions collectives qui traitent la question de l'autonomie de déplacement mais se servent également du support de la mobilité pour redynamiser les participants et les réinscrire dans un parcours d'insertion actif.

INTERVENANTES :

Anne-Laure
FABRE-NADLER
Conseillère départementale
Vice-présidente chargée des
Mobilités
anne-laure.fabre-nadler@gironde.fr
+33 (0)5 56 99 33 33
www.gironde.fr

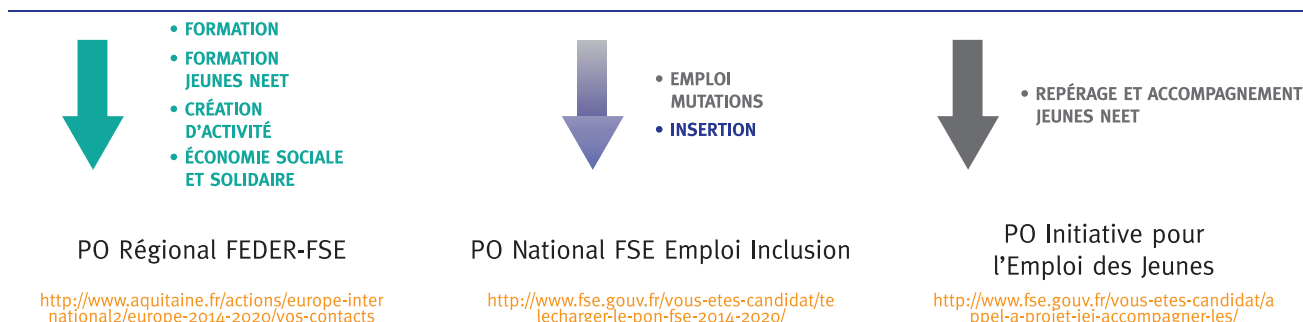
Lydia **BELLANGER**
Conseillère en mobilité
Alter&GO
Plateforme mobilité
lydia.bellanger@alterego-conseil.org
+33 (0)5 47 74 80 33
www.alter-go.fr

Julie **CATHALA**
Directrice de plateforme
WIMO OV
Plateforme mobilité
julie.cathala@wimoov.org
+33 (0)1 55 28 97 10
www.wimoov.org/

PERFORMANCE FAIRE UNE DEMANDE DE SUBVENTION FSE - MODE D'EMPLOI

JE SUIS PORTEUR D'UN PROJET ET JE SOUHAITE FAIRE UNE DEMANDE DE SUBVENTION FSE
LA MARCHE À SUIVRE :

1^{ÈRE} ÉTAPE : IDENTIFIER LE PROGRAMME OPÉRATIONNEL (PO) CORRESPONDANT À MON PROJET



2^{ÈME} ÉTAPE : IDENTIFIER MON SERVICE GESTIONNAIRE POUR DÉPOSER UNE DEMANDE DE SUBVENTION

Région	PLIE Département	État
--------	---------------------	------

3^{ÈME} ÉTAPE : DÉPOSER MA DEMANDE DE SUBVENTION EN LIGNE SUR LE PORTAIL WEB

<p>http://www.aquitaine.fr/actions/europe-inter-national2/europe-2014-2020/je-depose-ma-demande</p> <p>Conseil Régional d'Aquitaine - Service FSE Direction Fonds Social Européen et Mobilité 14, rue François de Sourdis 33077 Bordeaux Cedex - France Tél : +33 (0)5 57 57 81 12 Antoine Mathieu - antoine.mathieu@aquitaine.fr</p>	<p>https://ma-demarche-fse.fr/si_fse/servlet/login.html</p> <p>Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE) Service du Fonds Social Européen 19 rue Marguerite Crauste Immeuble "Le Prisme" 33074 BORDEAUX Cedex - France E-mail : fse.dr-aquit@travail.gouv.fr Marc Gibaud - aquit.fse@direccte.gouv.fr</p>
---	--

ATELIER 3/

13H30

14H30

INTERVENANTS :

Antoine MATHIEU
Directeur sous-direction FSE
Conseil Régional ALPC
antoine.mathieu@laregion-alpc.fr
+33 (0)6 61 10 31 98
<http://laregion-alpc.fr/>

Caroline LEYRIT
Chargée de mission
DIRECCTE ALPC
Service FSE Bordeaux
caroline.leyrit@direccte.gouv.fr
+33 (0)5 56 99 96 36

Marion VIALLETES
Chargée de mission
DIRECCTE ALPC
Service FSE Limoges
marion.vialettes@direccte.gouv.fr
+33 (0)5 55 12 20 90
<http://aquitaine-limousin-poitou-charentes.direccte.gouv.fr/>

Plusieurs griefs ont été émis à l'encontre de la programmation antérieure 2007-2013 : Programmes Opérationnels orientés en réalité vers la dépense et non les résultats, fragilité du lien entre stratégie et opérations financées, difficulté pour rendre compte des résultats et évaluer l'efficacité.

Pour y répondre, la nouvelle programmation des fonds européens 2014-2020 a été placée sous le signe de la performance et de la simplification.

Mesurer la performance et les résultats

La nouvelle programmation des fonds européens 2014-2020 accorde une place de premier plan à l'évaluation de la performance et des progrès accomplis grâce au FSE. Pour cela, le cadre d'intervention doit identifier les défis et besoins auxquels répondre avec le FSE, et les changements attendus, et ce dès le lancement du programme.

Quatre éléments ont été mis en place au service de la mesure de performance:

- Orientation des programmes vers les résultats
- Suivi par le biais d'indicateurs
- Réserve de performance conditionnée à l'atteinte des résultats
- Evaluation et établissement de rapports

La conduite des projets et du programme devront respecter des principes transversaux, afin de contribuer à la stratégie Europe 2020, à savoir l'Egalité entre les hommes et les femmes, le Développement durable, l'Egalité des chances et la non-discrimination.

Simplification

La nouvelle programmation des fonds européens 2014-2020 repose sur une démarche de simplification, en particulier en ce qui concerne la justification de la dépense. Face à la charge administrative pesant sur les organismes bénéficiaires de crédits FSE, l'Union européenne a décidé de mettre en place une série d'instruments pour généraliser les options de coûts simplifiés en matière de remboursement.

La simplification repose également sur la systématisation de la dématérialisation à l'ensemble des démarches liées à la gestion du FSE. Toutes les étapes liées au financement d'un projet FSE passent désormais systématiquement par une interface : ma-démarche-fse. Par ailleurs, la sélection des projets par l'autorité de gestion est guidée par des principes directeurs : la simplicité de leur mise en œuvre et la valeur ajoutée apportée par le FSE au regard des dispositifs existants.

ATELIER 7/

14H45
-
15H45

INTERVENANTS :

Jean-Marie **DARMIAN**
Conseiller départemental
Vice-président chargé des
finances et fonds européens
Les enjeux de l'évaluation
j.darmian@gironde.fr
+33 (0)5 56 99 67 04
www.gironde.fr

Christophe **MOREUX**
Directeur du Pôle Territoire et
Cohésion - AFCCRE
Simplification et cadre de
performance
christophe.moreux@afccre.org
+33 (0)2 38 77 83 88
http://www.afccre.org

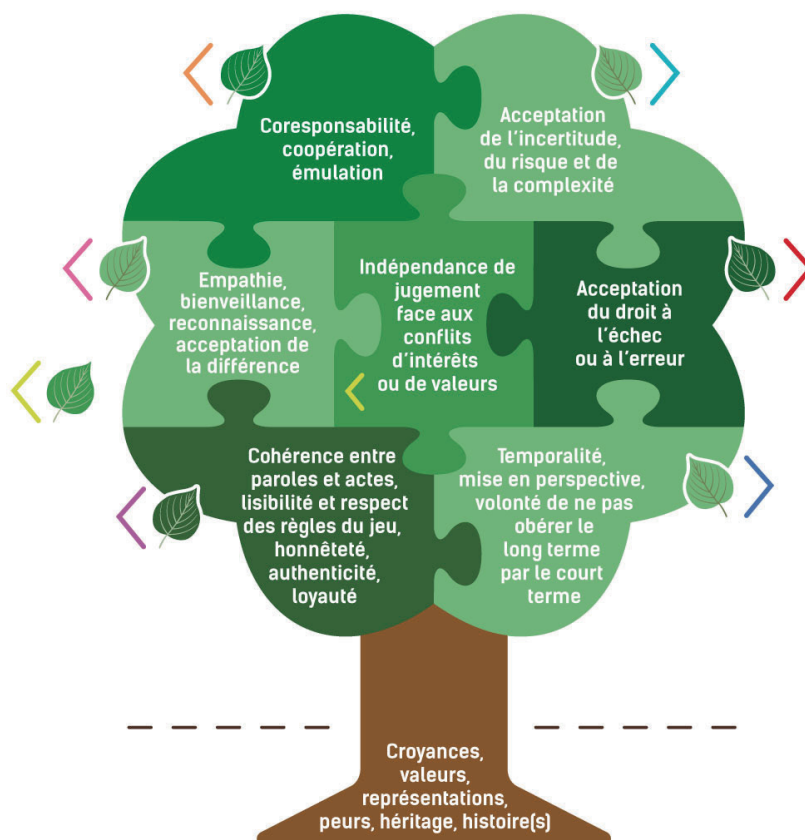
Laurent **CAILLAUD**
Chargé d'évaluation des
programmes européens - Conseil
Régional ALPC
Evaluation nationale IEJ
laurent.caillaud@laregion-alpc.fr
+33 (0)5 57 57 51 32
http://laregion-alpc.fr/

Caroline **LEYRIT**
Chargée de mission
DIRECCTE ALPC
Service FSE Bordeaux
c.leyrit@direccte.gouv.fr
+33 (0)5 56 99 96 36
http://aquitaine-limousin-poitou-
charentes.direccte.gouv.fr/

NOTES

This image shows a single page of white paper with horizontal ruling lines. The lines are evenly spaced and extend across the width of the page. There are no margins, text, or other markings on the paper.

L'ARBRE DE CONFIANCE



EN PARTENARIAT AVEC :



[HTTP://WWW.GIRONDE.FR/JCMS/CGW_75040/FONDS-SOCIAL-EUROPÉEN-2014-2020](http://www.gironde.fr/jcms/cgw_75040/fonds-social-europeen-2014-2020)

Contact
SERVICE EUROPE
Esplanade Charles de Gaulle
33094 Bordeaux Cedex
05 56 99 33 33
europe@gironde.fr



Ce forum est cofinancé par le Fonds social européen dans le cadre du programme opérationnel national « Emploi et Inclusion » 2014-2020 UNION EUROPÉENNE